

L'euro fort pourrait pousser Berlin à revoir ses prévisions de croissance

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 26-11-2007 22:08:02

L'inquiétude continue à monter en Allemagne face à l'euro fort, qui pourrait pousser le gouvernement à revoir ses prévisions de croissance, reconnaît le secrétaire d'Etat à l'Economie Walther Otremba dans une interview lundi au Handelsblatt.

"Si le cours de l'euro reste aussi élevé dans la durée, il sera impossible d'empêcher les effets négatifs sur les exportations", avertit le secrétaire d'Etat conservateur. "Le gouvernement devra alors aussi réexaminer ses prévisions de croissance", poursuit-il. Une révision pourrait intervenir dès le mois de janvier, estime M. Otremba.

Berlin table pour cette année sur une croissance de 2,4% du Produit intérieur brut (PIB), après 2,9% en 2006, puis de 2% en 2008. L'Allemagne, qui était restée jusqu'à présent sereine face à la montée de la monnaie unique face au dollar, commence à s'inquiéter sérieusement des conséquences pour son économie alors que l'euro a frôlé les 1,50 dollar vendredi.

La chancelière allemande Angela Merkel a reconnu la semaine dernière que l'euro fort posait un problème pour les exportations allemandes, qui sont le point fort de la première économie de la zone euro.

Et Louis Gallois, le patron d'EADS, maison mère d'Airbus, a averti ce week-end que la situation pourrait conduire l'avionneur à délocaliser une partie de sa production en zone dollar. La montée de l'euro pénalise particulièrement les groupes comme Airbus, dont les produits sont payés en dollar, mais dont les dépenses sont libellées en euro.

Lundi, le président de la Fédération allemande du commerce de gros et des exportations (BGA) a tiré à son tour la sonnette d'alarme. Alors qu'il estimait encore récemment que l'Allemagne pourrait exporter sans trop de problème, même avec un euro fort, le ton a changé. "Si la crise financière américaine prend de l'ampleur et si l'économie mondiale ralentit encore, les exportations pourraient progresser en 2008 de seulement 5%" contre une hausse de 9% prévu jusque-là.

AFP